

Rapport sur le Contrat d'Administration de l'Institut national d'Assurance Maladie Invalidité

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
1 INTRODUCTION ET CONTEXTE	2
2 MISSIONS DE L'INSTITUTION	4
3 COMMENTAIRES SUR LES DOCUMENTS EMPLOYÉS POUR LA RÉDACTION DE L'ÉTAT DES LIEUX QUANT L'EXÉCUTION DU CONTRAT D'ADMINISTRATION	5
3.1 LE CONTRAT D'ADMINISTRATION	5
3.2 RAPPORTS D'ACTIVITÉS ET DE SUIVI	6
4 COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DES LIEUX QUANT À L'EXÉCUTION DU CONTRAT D'ADMINISTRATION	8
4.1 ÉTAT DES LIEUX QUANT À L'EXÉCUTION DU CONTRAT D'ADMINISTRATION	8
4.2 FACTEURS AYANT EU UNE INFLUENCE SUR L'EXÉCUTION DU CONTRAT D'ADMINISTRATION	9
5 COMMENTAIRES SUR LE PROCESSUS FORMEL	10
6 UTILISATION DES NOUVEAUX MOYENS BUDGÉTAIRES DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE RESPONSABILISATION	11

Annexes:

Annexe no. 1 : Aperçu des documents disponibles et utilisés.

Annexe no.2 : Etat des lieux quant à l'exécution du contrat d'administration.

Annexe no.3 : Aperçu des facteurs ayant eu une influence sur l'exécution du contrat d'administration.

Annexe no.4 : Aperçu des faits et dates marquants concernant la conclusion et l'exécution du contrat d'administration O

Annexe no.5 : Cycle budgétaire du budget de gestion.

1 Introduction et contexte

L'Arrêté royal du 3 avril 1997 sur la responsabilisation des Institutions publiques de Sécurité sociale prévoit que le ministre de tutelle fera rapport au conseil des ministres sur le premier contrat d'administration, et ceci durant le vingt-septième mois après son entrée en vigueur (art 8, § 3).

Le rapport se situe sur deux niveaux:

- Un rapport par institution sur l'exécution de son Contrat d'administration 2002-2004;
- Un rapport de synthèse global contenant un certain nombre de constatations et points d'attention communs à l'ensemble des institutions analysées (exécution des 10 contrats d'administration 2002-2004).

Le présent rapport est le rapport sur l'exécution du contrat d'administration 2002-2004 de l'Institut national d'Assurance Maladie Invalidité. Ce rapport a été établi pour le compte du Ministre de Tutelle concerné, le Ministre des Affaires sociales R. DEMOTTE.

Ce rapport a été rédigé suivant une méthodologie qui est explicitée dans la note "Méthodologie pour l'établissement du rapport à(aux) ministre(s) de tutelle sur les contrats d'administration avec les Institutions publiques de sécurité sociale". Cette note figure en annexe du rapport de synthèse global.

Ce rapport a un double objectif:

- Etablir un état des lieux quant à l'exécution du contrat d'administration, en tenant clairement compte du fait que la durée de validité de ce contrat n'est pas encore arrivée à son terme.
- Transmettre les points d'attention et enseignements prioritaires concernant le processus et l'instrument qu'est le contrat d'administration'.

La rédaction des remarques concernant les contrats actuels a ainsi essayé pour le maximum de tenir compte du processus d'apprentissage et du gain en expérience, qui n'ont pas manqué de se manifester chez les deux parties contractantes depuis la signature du contrat d'administration.

Le présent rapport est structuré de la manière suivante:

Structure du rapport

En *premier lieu*, les différentes missions de l'institution sont passées en revue.

En *deuxième lieu*, seront attentivement analysés les principaux **documents** utilisés pour l'élaboration de l'état des lieux quant à l'exécution du contrat d'administration. Il s'agit ici du contrat d'administration et des différents rapports d'activités et de suivi. Cette partie du rapport s'attachera à analyser tant la forme, que la structure et le contenu de ces documents. Cet examen a pour but de définir dans quelle mesure les éléments nécessaires étaient présents afin d'établir un état de la situation quant à la réalisation des engagements de l'institution (exemple, des engagements et des objectifs clairs avec des normes, des informations de prestations précises liées aux objectifs). Une attention toute particulière sera accordée aux progrès et améliorations accomplis par les institutions au cours des deux années couvertes par le présent rapport.

En *troisième lieu*, un état des lieux **quant à l'exécution du contrat d'administration** sera décrit ainsi qu'analysé au moyen d'un tableau synoptique indiquant le niveau de réalisation des objectifs opérationnels de l'institution. Cette analyse sera complétée par un aperçu des principaux facteurs d'influence, dont les rapports de l'institution publique de sécurité sociale font le plus mention.

En *quatrième lieu*, il sera donné un résumé de quelques faits marquants concernant le déroulement et le processus du contrat d'administration. Cette partie du rapport s'attachera à définir dans quelle mesure la conclusion, l'exécution et le suivi du contrat d'administration se sont déroulés en concordance avec le processus formellement décrit par l'AR du 3 avril 1997.

En *cinquième lieu*, on examinera dans quelle mesure il a été fait usage par l'institution des **possibilités budgétaires qui ont été données aux institutions dans le cadre de la politique de responsabilisation**.

2 Missions de l'institution

Afin de mieux situer les résultats de ce rapport, le tableau ci-dessous reprend les missions de l'institution, telles qu'elles ont été formulées par le contrat d'administration.

Missions ¹	Description
Mission 1. Séjours hospitaliers anonymes	Amélioration de la qualité et des délais dans lesquels les données statistiques par « séjour hospitalier anonyme » sont mises à disposition et intensification de l'exploitation de ces données
Mission 2. Fonds spécial de solidarité	Diminution des délais de traitement administratif des dossiers individuels relevant de la compétence du Fonds spécial de solidarité et développement de la procédure par l'information des patients
Mission 3. Gestion des spécialités pharmaceutiques remboursables	Optimisation des procédures de fixation et de modification des modalités de remboursement de spécialités pharmaceutiques
Mission 4. Pharmanet	Amélioration du traitement et de la diffusion des données Pharmanet
Mission 5. Revalorisation des données statistiques et comptables	Renforcement des potentialités de l'appareil statistique et comptable, principalement en matière de suivi des dépenses, grâce à une analyse des différents facteurs qui peuvent affecter sa qualité, sa richesse et ses délais de confection
Mission 6. Activation des indemnités d'incapacité de travail	Evaluation des conditions de reprise d'activité partielle qui doit être autorisée par le médecin-conseil, en vue d'une meilleure réinsertion sociale du titulaire en incapacité de travail et compte tenu des conséquences favorables de la nouvelle règle de cumul (indemnités/revenus de l'activité autorisée) et des conditions et avantages d'un transfert de la rééducation professionnelle à l'assurance indemnités
Mission 7. Modernisation et simplification des flux d'information en matière d'assurabilité	Modernisation et simplification des flux d'information entre les organismes assureurs et le Service du Contrôle administratif, concernant l'assurabilité des bénéficiaires de l'assurance.
Mission 8. Information aux dispensateurs de soins	Rédaction et diffusion, à l'intention des (futurs) dispensateurs de soins, d'informations compréhensibles en matière de structures administratives, de procédures et de réglementations
Mission 9. Commissions régionales de l'invalidité	Monitoring de la procédure médicale de contrôle de l'octroi d'indemnités d'invalidité au sein des CR-CMI.
Mission 10. Travaux préparatoires en vue de l'instauration du maximum à facturer (MAF)	La facture de santé maximale ou maximum à facturer (MAF) est une mesure devant garantir que les dépenses pour soins de santé à charge des bénéficiaires ne dépassent en aucun cas une limite annuelle en fonction du revenu du ménage.
Mission 11. Redéfinition du secteur de la rééducation fonctionnelle	Le Président du Collège des médecins-directeurs, visé à l'article 23 de la loi SSI et son équipe sont chargés, sur la base de la radioscopie et de l'évaluation du secteur de la rééducation fonctionnelle soumises au Comité de l'assurance le 7 mai 2001, d'élaborer en 2002 un plan opérationnel pour la redéfinition du secteur de la rééducation fonctionnelle.
Mission 12. Mise en œuvre de diverses actions en vue de garantir le bon fonctionnement	Réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des membres des organes. Collecter des informations, en concertation avec les principaux acteurs, afin de regrouper, de réorienter ou de supprimer certains organes. La complexité du

¹ Le listage des missions est conforme à la structure utilisée en annexe 2: "Etat des lieux quant à l'exécution du contrat d'administration". Le listage peut être différent du listage des missions dans le contrat d'administration car, pour des raisons synoptiques et analytiques, le niveau de sous-objectif sert parfois de point de départ dans l'annexe.

des organes de gestion et de concertation de l'Institut	processus décisionnel et – d'une manière plus anecdotique – les difficultés de dénomination de certains nouveaux organes témoignent de toute évidence de la nécessité de ces initiatives. Enfin, l'objectivation de l'effectif en personnel, qui est mobilisé dans le soutien technique et administratif à la concertation.
Mission 13. Règles de conduite	Pas d'atteinte à l'obligation de l'institution de sécurité sociale de respecter les divers textes légaux et réglementaires qui contiennent des directives générales qui s'imposent aux institutions de sécurité sociale lors de l'examen des droits à des prestations et dans les relations avec les assurés sociaux
Mission 14. Formulaires	Cette mission regroupe toutes les initiatives en vue d'optimiser la lisibilité des documents et des formulaires.
Mission 15. Procédures	Cette mission regroupe toutes les initiatives en vue de simplifier les procédures administratives
Mission 16. Instruments de mesure du suivi du contrat d'administration	Cette mission comprend le développement d'instruments de mesure spécifiques en vue du suivi de l'exécution du contrat d'administration.

3 Commentaires sur les documents utilisés pour la rédaction de l'état des lieux quant l'exécution du contrat d'administration

Les principaux documents utilisés dans l'analyse du niveau de réalisation du contrat d'administration sont commentés de manière succincte. Les documents analysés sont les contrats d'administration et les différents rapports d'activités et de suivi. Cette partie du rapport s'attachera à analyser dans quelle mesure les éléments nécessaires (tant dans le contenu et que la forme desdits documents) étaient présents afin d'établir un état de la situation quant à la réalisation des engagements de l'institution (exemple, des engagements et des objectifs clairs avec des normes, des informations de prestations précises liées aux objectifs). Lors de l'examen, une attention toute particulière sera accordée aux progrès et améliorations accomplis par les institutions (le trajet d'apprentissage) au cours des deux années couvertes par le présent rapport, ces progrès pouvant concerner une évolution qualitative tant de ces documents (par ex. : plus complets) que des remarques qui y sont reprises.

Pour avoir un aperçu complet des documents disponibles et utilisés pour ce rapport, nous vous invitons à consulter l'annexe no. 1.

3.1 Le contrat d'administration

Structure	<ul style="list-style-type: none"> Le contrat d'administration de l'INAMI est clair. Chaque article est subdivisé selon une structure appliquée d'une manière constante (<i>intitulé – cadre – axes – contexte – état des lieux – liste des engagements – effets attendus</i>). Le tableau de bord (joint en annexe 2) donne un aperçu supplémentaire et très synoptique des engagements formels de l'institution.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> Le contrat d'administration (et le tableau de bord complémentaire) est également très informatif. Le contrat d'administration contient évidemment les engagements contractuels mais aussi d'autres informations au sujet des facteurs d'environnement, des prestations déjà fournies et de l'incidence prévue des engagements contractuels

	<p>sur les groupes cibles de l'institution.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La plupart des missions et engagements ont été transposés dans le contrat d'administration en objectifs opérationnels vérifiables. Deux missions ne l'ont pas été ou seulement dans une mesure limitée (mission 12 (<i>Bon fonctionnement des organes de gestion et de concertation</i>) et mission 13 (<i>Règles de conduite</i>)). Il ressort toutefois des rapports d'activités que la mission 12 a été rendue plus opérationnelle en interne. Remarque de l'institution : <i>en réalité, une seule mission (n° 13, règles de conduite) n'a pas ou dans une moindre mesure été opérationnalisée.</i> • L'INAMI utilise souvent des dates prévues comme norme. La définition stricte des dates n'est pas toujours perceptible, à savoir s'il s'agit d'une date de publication, d'une date de rédaction ou d'une date de présentation au Comité de gestion. • Le tableau de bord donne un aperçu clair des indicateurs pour le suivi des missions et des normes attribuées à ces indicateurs. Aucune norme n'est précisée pour un nombre limité d'indicateurs. Par ailleurs, l'institution a adapté quelques uns de ces indicateurs pendant l'exécution du contrat d'administration. • Deux propositions d'adaptation du contrat d'administration ont été formulées. La première proposition a été approuvée le 24 mars 2003 par le ministre de tutelle, sans avoir été transposée formellement dans un AR. Les principales adaptations étaient les suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • la poursuite de la mise en œuvre opérationnelle de certaines missions; • l'adaptation des normes d'une série d'objectifs (par exemple le report d'une date prévue); • une adaptation en profondeur de la mission au sujet de Pharmanet (ajout de 17 objectifs opérationnels, adaptation des 3 objectifs qui existaient déjà et suppressions de quelques objectifs). <p>Il est à remarquer qu'à la lecture de la clause de modification, il n'est pas toujours possible de déterminer d'une manière univoque la mesure dans laquelle certains objectifs opérationnels ont été maintenus ou supprimés.</p> <p>La deuxième adaptation est intervenue au moyen d'une concertation entre le commissaire de gouvernement et l'Administrateur général et n'a pas été soumise formellement à l'approbation du ministre de tutelle. Cette proposition de modification portait surtout sur l'adaptation d'objectifs concernant la conduite opérationnelle de projets.</p> ▪ On peut déduire des différents rapports d'activités et des adaptations proposées du contrat d'administration que: <ul style="list-style-type: none"> ○ le contrat d'administration et les objectifs qu'il contient font l'objet d'un suivi minutieux au sein de l'institution; ○ que l'institution accroît sa connaissance du processus de formulation d'objectifs opérationnels et d'indicateurs et qu'elle est de plus en plus familiarisée avec celui-ci, de sorte que certains des objectifs opérationnels formulés initialement ont pu être affinés et adaptés.
--	--

3.2 Rapports d'activités et de suivi

Structure &	<ul style="list-style-type: none"> • Le reporting au sujet de l'exécution du contrat d'administration de l'INAMI est
-------------	---

Contenu	<p>structurée de la manière suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> • un rapport annuel comportant: <ul style="list-style-type: none"> • un bilan des engagements respectés au cours de l'année concernée, • une indication des perspectives de respect des engagements au cours de l'année suivante, • les tableaux de bord adaptés, • des annexes attestant le respect des engagements; • un deuxième rapport contient les questions et remarques du commissaire du gouvernement au sujet du rapport annuel et les réponses données par l'institution. <ul style="list-style-type: none"> • Les rapports quant à l'exécution du contrat d'administration sont clairs. La structure du contrat d'administration est suivie et le tableau de bord du contrat d'administration est également repris dans les rapports. La lisibilité peut être accrue en uniformisant les rapports au niveau des engagements (plutôt qu'un niveau des articles). • Le rapport annuel établit un lien très clair entre les prestations fournies et les objectifs prévus. Le lecteur peut ainsi constater d'une manière uniforme la réalisation de l'objectif. Par ailleurs, les perspectives pour l'année suivante sont mentionnées. En outre, le tableau de bord permet un suivi très rapide de la réalisation de l'objectif. Le tableau de bord peut encore être complété de données de prestations (par exemple en indiquant la date effective de réalisation pour les objectifs normés comme tels, au lieu de la mention "Oui/Non"). • Les rapports de l'Institut restent muets au sujet de certains objectifs, ce qui a le plus souvent été signalé par le commissaire du gouvernement. Il reste donc certains objectifs qui ne sont pas commentés dans ses rapports (à savoir les objectifs concernant le développement d'un instrument de mesure). • L'institution s'est tenue à une structure de rapports claire. Il a été possible d'intégrer dans cette structure les adaptations qui ont été apportées au contrat d'administration. L'institution a également tenu compte des remarques formulées par le commissaire du gouvernement quant au reporting réalisé.
---------	---

4 Commentaires sur l'état des lieux quant à l'exécution du contrat d'administration

4.1 Etat des lieux quant à l'exécution du contrat d'administration

L'annexe no. 2 contient un aperçu détaillé des engagements et objectifs tels qu'ils ont été décrits dans le contrat d'administration, ainsi que des informations sur les prestations fournies et résultats obtenus. Dans cette même annexe, l'équipe de rédaction a donné, par objectif, une appréciation quant au niveau actuel de réalisation après deux ans. Conformément à la méthodologie, les catégories suivantes ont été fixées pour évaluer la réalisation de chaque objectif:

Catégories concernant la réalisation des objectifs	Définition
Objectif réalisé	L'objectif a (jusqu'à présent) été réalisé, l'estimation a été faite sur base des informations fournies quant aux prestations et actions exécutées ou sur base d'une mention claire de la réalisation de l'objectif..
Objectif réalisé de manière conditionnelle	L'objectif peut (jusqu'à présent) être considéré comme réalisé, même avec certaines considérations (par exemple, l'action prévue a été réalisée plus tard que la date prévue, la norme n'a pas été atteinte en 2002, mais bien 2003...)
Objectif non réalisé	L'objectif n'a pas (jusqu'à présent) été réalisé, évaluation sur base des informations fournies quant aux prestations et actions exécutées ou sur base d'une mention claire de la non-réalisation de l'objectif.
Objectif avec vue au-delà de 2003	Ceci concerne des objectifs pour lesquels la norme ou la date de réalisation est spécifiquement prévue pour 2004, et dont la réalisation de ce fait ne peut pas encore être évaluée.
Catégories supplémentaires	Définition
Informations partielles	Sur base des documents ayant servi à l'élaboration de ce rapport (tel que cela a été convenu dans la méthodologie), il n'a pas été possible pour l'équipe de projet de déterminer dans quelle mesure l'objectif a été atteint. C'est pourquoi de tels objectifs n'ont pas été pris en compte lors de l'évaluation globale du niveau de réalisation du contrat d'administration

Le tableau synoptique donné ci-dessous décrit par mission de l'institution, le nombre d'objectifs opérationnels ainsi que la mesure dans laquelle ceux-ci ont été réalisés et ce, suivant la catégorisation ci-dessus.

A la lecture de ce tableau synoptique, il faut tenir compte des aspects suivants:

- L'importance relative de chaque objectif n'est pas prise en considération;
- Le contrat d'administration est toujours en cours, ce qui signifie que sur la base de ce tableau, une conclusion définitive sur la réalisation finale des objectifs ne peut donc être formulée ;
- Seuls les objectifs soumis aux catégories concernant le niveau de réalisation ont été pris en compte.

Pour avoir un aperçu complet du niveau de réalisation du contrat d'administration, nous vous invitons à consulter l'annexe no. 2.

Etat des lieux quant à l'exécution du contrat d'administration					
Missions	Totaux	Objectifs réalisés	Objectifs réalisés de manière conditionnelle	Objectifs non-réalisés	Objectifs avec vue au-delà de 2003
Mission 1. Séjours hospitaliers anonymes	8	7	0	1	0
Mission 2. Fonds spécial de solidarité	13	10	0	1	2
Mission 3. Gestion des spécialités pharmaceutiques remboursables	19	13	3	1	2
Mission 4. Pharmanet	28	12	1	0	15
Mission 5. Revalorisation des données statistiques et comptables	9	2	2	4	1
Mission 6. Activation des indemnités d'incapacité de travail	5	2	0	0	3
Mission 7. Modernisation et simplification des flux d'information en matière d'assurabilité	4	2	0	0	2
Mission 8. Information aux dispensateurs de soins	15	10	0	0	5
Mission 9. Commissions régionales de l'invalidité	7	2	3	1	1
Mission 10. Travaux préparatoires en vue de l'instauration du maximum à facturer (MAF)	4	4	0	0	0
Mission 11. Redéfinition du secteur de la rééducation fonctionnelle	2	1	0	0	1
Mission 12. Mise en œuvre de diverses actions en vue de garantir le bon fonctionnement des organes de gestion et de concertation de l'Institut	5	3	2	0	0
Mission 13. Règles de conduite	0	0	0	0	0
Mission 14. Formulaires	5	5	0	0	0
Mission 15. Procédures	6	1	1	0	4
Mission 16. Instruments de mesure du suivi du contrat d'administration	1	1	0	0	0
Totaux	131	75	12	8	36
Informations partielles	2				
Nombre total d'objectifs opérationnels	133				

4.2 Facteurs ayant eu une influence sur l'exécution du contrat d'administration

Dans le contrat d'administration, il a été contractuellement établi que l'Etat tiendrait compte, lors de l'évaluation finale du contrat, "d'événements" ayant entravé la réalisation du contrat et de décisions du Gouvernement fédéral prises après la conclusion du contrat qui pouvaient entraîner un alourdissement

considérable des tâches ou de certaines dépenses. Dans ce cadre, il a été établi un aperçu des divers facteurs internes et externes d'influence qui ont notamment été cités par l'institution dans son reporting. Cet aperçu se trouve en annexe no.3. Ci-dessous figure un aperçu des facteurs d'influence les plus cités par l'institution.

Facteurs cités par l'institution comme ayant eu une influence sur l'exécution du contrat d'administration:

- Fonctionnement et décisions d'institutions coopérantes : l'INAMI a signalé dans son contrat d'administration que ses propres prestations dépendent dans une large mesure des prestations et actions des organismes assureurs (mutualités). Cet aspect a également été souligné dans les rapports comme étant la cause de problèmes lors de la réalisation de certains objectifs.
- Fonctionnement et décisions d'autres organes ou institutions publiques: l'INAMI a signalé dans son *contrat d'administration* que ses propres prestations dépendent dans une large mesure des prestations et actions d'autres institutions publiques tels que la SMALS, la Commission de remboursement du médicament, le Comité d'évaluation de la pratique médicale en matière de médicaments, etc. Cet aspect est moins mis en exergue dans les *rapports* proprement dits.
- Informatisation et Simplification administrative: selon les rapports de l'INAMI, la restructuration de certaines banques de données, l'instauration de la DMFA et la transmission de données ont eu une incidence sur certaines prestations de l'Institut.

5 Commentaires sur le processus formel

La conclusion, l'exécution le suivi et, éventuellement, l'ajustement du contrat d'administration sont encadrés par un nombre de procédures formalisées tant dans l'AR que dans le contrat d'administration. L'annexe no. 4 donne un aperçu de ce processus formel du contrat d'administration, et ce à l'aide d'une liste de faits formels. Le tableau ci-dessous fournit un résumé des ces faits formels :

Faits marquants

- Jusqu'à présent, un plan d'administration a été rédigé annuellement (2002 et 2003).
Remarque de l'institution : *le plan d'administration est élaboré annuellement mais mis à jour trimestriellement. Il est utilisé comme instrument de gestion interne de planning, de suivi et de reporting au niveau des actions concrètes à prendre.*
- Le contrôle annuel prévu dans l'AR au moyen d'une concertation entre les commissaires du gouvernement, l'organe de gestion et la personne chargée de la gestion quotidienne de l'institution a eu lieu et les participants ont rédigé un rapport contradictoire et motivé au sujet de cette concertation. Il ressort de ce rapport que le commissaire du gouvernement a joué un rôle actif dans le suivi de l'exécution du contrat d'administration.
- Une seule adaptation a été apportée au contrat d'administration. Cette adaptation avait trait à l'engagement des crédits de gestion, sans modification des tâches ou des objectifs. Toutefois, une proposition de modification de tâches ou d'objectifs a été formulée et a été approuvée par le ministre de tutelle. Cependant, une approbation formelle par le Conseil des Ministres et une publication au *Moniteur belge* n'ont pas eu lieu.

6 Utilisation des nouveaux moyens budgétaires dans le cadre de la politique de responsabilisation

La conclusion du contrat d'administration a pour conséquence que les institutions soient soumises à des règles spécifiques² en matière de mise à jour de leurs budgets et comptabilité. C'est ainsi que le budget de l'institution est scindé en un budget de missions et un budget de gestion. Le budget de gestion comprend les recettes et les dépenses qui ont trait à la gestion de l'institution et ne contient que des crédits limitatifs (à l'exception d'un certain nombre de rubriques comme les contributions, les dépenses par suite de procédures et de décisions judiciaires ...) Le budget de gestion introduit les articles budgétaires en matière de dépenses dans les trois catégories suivantes :

- Les dépenses de personnel;
- Les dépenses de fonctionnement;
- Les dépenses d'investissements.

Dans le cadre de la politique de responsabilisation, il a été octroyé aux institutions de nouvelles possibilités en matière de transferts de crédits de gestion.

L'organe de gestion de l'institution peut décider du transfert de crédits dans le budget de gestion d'un même exercice budgétaire, à condition que le commissaire du gouvernement au budget ait émis un avis favorable sur la conformité, avec les dispositions réglementaires, de la proposition de transfert. Cet assouplissement du transfert de crédits dans le budget de gestion d'un même exercice budgétaire doit permettre aux institutions publiques de sécurité sociale d'utiliser le plus efficacement possible les crédits mis à leur disposition pour l'exécution du contrat d'administration et donc d'accomplir le plus efficacement possible les tâches qui leur ont été allouées².

Un transfert de crédits de gestion vers l'exercice budgétaire suivant est également possible. Les crédits d'investissements et les crédits de fonctionnement concernant le programme des investissements qui restent nécessaires pour l'exécution du programme des investissements, sont systématiquement réinscrits dans le budget de gestion de l'année suivante.

L'annexe no.5 donne un aperçu du cycle budgétaire concernant le budget de gestion de l'institution.

Ce tableau donne pour les années budgétaires 2002, 2003 et 2004 un aperçu de la constitution des crédits et des réalisations. Il est précisé pour la constitution de crédits dans quelle mesure, pour les années budgétaires 2002 et 2003, des crédits ont été transférés pendant la même année budgétaire entre les trois catégories de dépenses du budget de gestion (dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissements). Cette information donne une indication au sujet de la mesure dans laquelle l'institution a fait usage de la plus grande autonomie budgétaire qui lui a été accordée dans le cadre de la responsabilisation

Remarques importantes pour l'annexe 5:

² Une description plus détaillée de ces règles a été reprise dans la circulaire 'Directives concernant le volet budgétaire des contrats d'administration des institutions publiques de sécurité sociale' du 15 janvier 2002.

² le rapport au Roi de l'AR du 3 avril 1997 relatif à la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale

- Ce tableau a été élaboré au cours du mois de mars 2004. Les réalisations pour 2003 ne peuvent donc être considérées comme définitives pour toutes les institutions, étant donné que des imputations sur l'exercice 2003 sont encore possibles jusqu'au 31 mars 2004.
- La constatation de l'emploi ou non des possibilités de transferts par l'institution n'équivaut en aucun cas à un jugement quant au bien-fondé et à l'efficacité des décisions prises dans le cadre de la gestion interne de l'institution.

Aperçu des constatations les plus marquantes quant à l'utilisation de moyens budgétaires dans le cadre de la politique de responsabilisation.

- Au cours des années budgétaires 2002 et 2003, l'institution a appliqué les règles spécifiques de transfert des crédits de gestion au cours d'une même année budgétaire. Pour les années budgétaires 2002 et 2003, les constatations suivantes peuvent être faites à ce sujet:
 - il n'y a pas eu, au sein de l'INAMI, de transferts nets entre les trois grandes catégories de dépenses (personnel, fonctionnement, investissements);
 - pour l'année budgétaire 2002, les moyens pour les applications informatiques ont été augmentés dans les crédits de fonctionnement et d'investissements au moyen de la technique budgétaire de transfert (redistributions).

Annexe 1 – Bijlage 1

Beschikbare en gebruikte documenten		
De FOD Sociale Zekerheid beschikte over de volgende documenten:		Gebruikte documenten
DATUM	ONDERWERP	
01/01 tot 31/12/'02	Bestuursovereenkomst 2002-2004. 1 ^{ste} jaarverslag 01/01/2002 tot 31/12/2002	X
	Contrat d'administration 2002-2004 1 ^{er} rapport annuel 01/01/2002 au 31/12/2002	
3/12/2002	Suivi de l'exécution du contrat d'administration de l'INAMI – Premier rapport intermédiaire	
	Protocole de collaboration entre l'administration général et les commissaires du gouvernement	
22/11/2002	PV – RENCONTRE 1 ^{er} RAPPORT SEMESTRIEL 01/01/2002 AU 31/08/2002 SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU CONTRAT D'ADMINISTRATION ENTRE CELLULE MODERNISATION – ADMINISTRATEUR GENERAL ET COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT – 22/11/2002	
24/03/2003	Wijzigingsclausule 2003 bij de bestuursovereenkomst 2002- 2004	X
25/9/2003	Suivi de l'exécution du contrat d'administration de l'INAMI – Rapport intermédiaire Bestuursovereenkomst 2002-2004 Semestrieel verslag 1/01/2003 tot 31/6/2003	
	Contrat d'administration 2002-2004 Rapport semestriel 01/01/2003 au 30/06/2003	
15/9/2003	Bestuursovereenkomst 2002-2004 Semestrieel verslag 1/01/2003 tot 30/6/2003	
01/04/2003	Contrat d'administration de l'INAMI	
11/9/2003	KB tot goedkeuring van de eerste aanpassing van de bestuursovereenkomst voor de periode 2002-2004 tussen de Belgische Staat en de R.I.Z.I.V	
30/09/2003	Budget de gestion de 31/12/2002 et de 30/9/2003 Recettes + dépenses	
04/06/2002	Koninklijk besluit van 8 april 2002 tot goedkeuring van de eerste bestuursovereenkomst van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en betreffende de vaststelling van de maatregelen tot rangschikking van bedoelde Instituut bij de openbare instellingen van sociale zekerheid	X
16/6/2003	Contrat d'administration – plans d'administration 2003	
7/11/2002	Contrat d'administration de l'INAMI Contrat d'administration: Compte-rendu de la réunion de concertation du 28/2/2003 Avenant 2003 au contrat d'administration 2002-2004 (Nederlands + Frans) Stand van zaken van de bestuursovereenkomst – eerste semestrieel rapport 1/1/2002 tot 31/8/2002	

Annexe 1 – Bijlage 1

31/3/2003	Bestuursovereenkomst 2002-2004 – 1 ^{ste} jaarverslag 01/01/2002 tot 31/12/2002	X
1/10/2003	Données statistiques concernant la reprise de travail avec autorisation du médecinconseil : 1 ^{er} trimestre 2003	
30/01/2004	Bestuursovereenkomst 2002 – 2004 2 ^e jaarverslag 01/01/2003 tot 31/12/2003	X
	Tableau de bord jusqu'au 31/12/2003	X
5/02/2004	Comité général de gestion	
06/02/2004	Bestuursovereenkomst 2002-2004 2 ^e jaarverslag 01/01/2003 tot 31/12/2003	X
13/2/2004	Contrat d'administration INAMI Rapport 2003. Remarques du Commissaire du gouvernement	X

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Titel 4		Doelstellingen							
Art. 6	1.	Opdracht 1. Anoniem Ziekenhuisverblijf							
Art.6, Luik 1	1.1.	Verbintenis 1.1. Verbetering van de kwaliteit en van de termijnen waarbinnen de statistische gegevens per anoniem ziekenhuisverblijf ter beschikking worden gesteld							
Art.6, Luik 1, 1ste verb.	1.1.1.	OD 1.1.1. Het Instituut verbindt zich ertoe in 2002 de verschillende versies van de AZV-bestanden 1998, 1999 en 2000, die zullen worden bezorgd, grondig te analyseren, systematisch ten behoeve van elke verzekeringsinstelling een gedetailleerd verslag op te stellen over de volledigheid en de kwaliteit van haar gegevens en eventueel vergaderingen te organiseren met elke verzekeringsinstelling of met alle verzekeringsinstellingen samen om de geïdentificeerde problemen te verhelpen	31/12/2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.6, Luik 1, 2de verb. 3 ^{de} verb.	1.1.2.	OD 1.1.2. Beperken van de termijnen die nodig zijn voor het ter beschikking stellen van de gevalideerde AZV-gegevens vanaf de datum van ontvangst van de aanvaardbare gegevens door het Instituut						De doelstelling werd gerealiseerd: resultaat	
Bijlage 2 BO		Ind. Tijd verstreken tussen de datum van ontvangst van het laatste aanvaardbare bestand dat nodig is om een representatieve gegevensbank samen te stellen en het AZV-bestand ter beschikking te stellen.	9 maanden	9 maanden	6 maanden	4,3 (editie 6) 3,8 (editie 7) 3,3 (editie 8)	3,4 (editie 9)		
Art.6, Luik 2	1.2.	Verbintenis 1.2. Intensifiëren van het gebruik van de statistische gegevens per "Anoniem ziekenhuisverblijf" in synergie tussen de Dienst voor geneeskundige verzorging (DGV) en de Dienst voor geneeskundige controle (DGC) – Opmaken van studies							
Art.6, Luik 2, 1ste verb.	1.2.1.	OD 1.2.1. Bestuderen van een domein of medische discipline per jaar in een gemengde werkgroep DGV-DGC ter opsporing van verblijven waar de regels van de nomenclatuur mogelijks niet		30-06-2003	30-06-2004		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
		gerespecteerd werden of waar mogelijk overbodige prestaties werden verricht							
Art.6, Luik 2, 2de verb.	1.2.2.	OD 1.2.2.. Informeren van de overlegorganen of andere aanbelangende organen over de vaststellingen en de conclusies van de studie		30-09-2003	30-09-2004		JA CGV: verg. 01-12-03 CDGEC: verg. 28-11-03	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.6, Luik 2 3 ^{de} verb.	1.2.3.	OD 1.2.3. Informeren van de betrokken instellingen over hun praktijk		31-12-2003	31-12-2004		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.6, Luik 2, 4de verb.	1.2.4.	OD 1.2.4. Informeren van de LOK's over de vaststellingen en conclusies i.v.m. de medische praktijk		31-12-2003	31-12-2004		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.6, Luik 2, 5de verb.	1.2.5.	OD 1.2.5. Voorstellen van wijzigingen en verduidelijkingen van de reglementering		30-09-2003	30-09-2004		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO	1.2.6.	OD 1.2.6. Déterminer la mesure dans laquelle les données SHA peuvent être exploitées avec de nouveaux systèmes de financement. Un rapport sur les possibilités en la matière est attendu pour la fin de cette année		Eind 2003			Oprichting Federaal kenniscentrum : de AZV-gegevens worden gebruikt in het kader van de bepaling van de nieuwe financieringsmodaliteiten	De doelstelling werd niet gerealiseerd	Een rapport is niet opgemaakt, maar hierbij signaleren we dat de AZV gegevens wel gebruikt worden in het kader van de nieuwe financieringssystemen , bvb voor het verzekeringscomité.
Art.7	2.	Opdracht 2. Bijzonder solidariteitsfonds							
Art.7, 1 ^{ste} verb.	2.0.1.	OD 2.0.1. De maximale termijnen voor de behandeling van de individuele dossiers verkorten						De doelstelling werd gerealiseerd: resultaat	
Bijlage 2 BO		Ind. Termijn voor de voorbereiding van de volledige dossiers voor het CGD (maximum).	25 werkdagen	20 werkdagen	15 werkdagen				
AV 2002		• Ind. Percentage van de dossiers voorbereid in de maximale voorafgaande termijn		90 % binnen 20 dagen	90 % binnen 15 dagen	87 % binnen 25 werkdagen	S-1: 94,8% S-2: 98,75 % T-4: 99,75 %		Norm 2003 & 2004 bij aanpassing bestuursovereenkomst Doelbereiking: geen norm voor 2002
AV 2002		• Ind. Gemiddelde				16,6 werkdagen	S-1: 8,54 werkdagen S-2: 5,65 werkdagen T-4: 4,81 werkdagen		Doelbereiking: geen norm voor 2002; 2003 & 2004
AV 2003		• Ind. 100 % in 40 dagen		100 %	100 %		S-2: 99,94 % T-4: 100 %		Doelbereiking: positieve evolutie aan het eind van 2003
Bijlage 2 BO		Ind. Termijn voor de uitvoering van de beslissingen van het CGD	25 werkdagen	20 werkdagen	15 werkdagen				
AV 2002		• Ind. Percentage van de beslissingen uitgevoerd in de maximale voorafgaande termijn		90 % binnen de 20 dagen	90 % binnen de 15 dagen	99,6 %	S-1: 98,45 % S-2: 100 % T-4: 100 %		Norm 2003 & 2004 bij aanpassing bestuursovereenkomst Doelbereiking: geen norm voor 2002

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
AV 2002		• Ind. Gemiddelde				4,5 werkdagen	S-1: 6,06 werkdagen S-2: 5,51 werkdagen T-4: 5,03 werkdagen		
AV 2003		• Ind.100 % in 40 dagen					S-2: 100 % T-4: 100 %		
Art. 7, 2 ^{de} verb.	2.0.2.	OD 2.0.2. Iedere nieuwe aanvraag in het informaticasysteem invoeren	01-07-2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art. 7, 3 ^{de} verb.	2.0.3.	OD 2.0.3. Creëren van een geïnformatiseerd medisch gegevensbestand (hulpmiddel bij beslissingen en statistisch instrument) dat in de loop van 2003 bruikbaar wordt en uiterlijk eind 2004 volledig bruikbaar zal zijn.		31-12-2003	31-12-2004		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.7, 4 ^{de} verb.	2.0.4.	OD 2.0. 4. Het aantal dossiers dat naar de verzekeringsinstellingen (5.1.) is teruggestuurd tellen vanaf het eerste jaar en een inventaris maken van de redenen van terugzending op het einde van het derde jaar	01-07-2002		31-12-2004	Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art. 7, 5 ^{de} verb. Bijlage 2 BO	2.0.5.	OD 2.0.5. De sociaal verzekerden beter informeren over het bestaan van het BSF en de voorwaarden die vereist zijn om een tegemoetkoming te genieten door een informatiebrochure te verspreiden	31-12-2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO		OD 2.0.5. bis Opmaken brochure met een betere onderscheid tussen de doelgroepen (streefdatum): beroepsmensen uit de gezondheidssector of het grote publiek; eventueel een opsplitsing van elke brochure naargelang de verzorging in België of in het buitenland is verleend		31-12-2003			Brochure voor de beroepsmensen uit de gezondheidssector afgewerkt (verlenging – zorg in buitenland)	Norm 2003 bij aanpassing bestuursovereenkomst: nieuwe brochure met een betere onderscheid tussen de doelgroep	
Art.7, 6 ^{de} verb.	2.0.6.	OD 2.0.6.De brochure aan de verzekeringsinstellingen, de belangengroepen, patiëntenverenigingen,... of, op verzoek, rechtstreeks aan de sociaal verzekerden bezorgen		31-12-2003			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.7, 7 ^{de} verb.	2.0.7.	OD 2.0.7. De inhoud van de brochure aanpassen aan de evolutie van de reglementering en de feed-back van de « verbruikers »			31-12-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Art. 7, 8 ^{ste} verb.	2.0.8.	OD 2.0.8. De sociaal verzekerden die een dossier hebben ingediend bij het BSF beter informeren, door hen een brief te sturen binnen vijftien werkdagen na de beslissing door het CGD om hen op de hoogte te stellen van de positieve of negatieve beslissing van het College en hen door te verwijzen naar de verzekeringsinstelling voor de motivering van de beslissing en eventueel de concrete uitvoeringsmodaliteiten ervan						De doelstelling werd gerealiseerd: resultaat	
Bijlage 2 BO		Ind. Termijn voor betekening aan de sociaal verzekerde (maximum).	15 werkdagen	15 werkdagen	15 werkdagen				
AV 2002		• Ind. Percentage van de betekende beslissing aan de sociale verzekerde binnen de voorgeschreven termijn		90 %	90 %	99,7 %	S-1: 96,79 % S-2: 99,70 % T-4: 100 %		Norm 2003 & 2004 bij aanpassing bestuursovereenkomst Doelbereiking: geen norm voor 2002
AV 2002		• Ind. Gemiddelde				4,5 werkdagen	S-1: 6,08 werkdagen S-2: 5,53 werkdagen T-4: 5,10 werkdagen		Doelbereiking: geen norm voor 2002, 2003 & 2004
AV 2003		• Ind. 100 % in 40 dagen		100 %	100 %		100 % in 40 dagen		
Art.7, 9 ^{de} verb.	2.0.9.	OD 2.0.9. Een jaaroverzicht opstellen van de beslissingen die door het BSF zijn genomen		01-02-2003	01-02-2004		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.7, 10 ^{de} verb.	2.0.10.	OD 2.0.10. Vanaf het tweede jaar het aantal klachten van sociaal verzekerden registreren betreffende de hangende dossiers		01-01-2003			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.7, 11 ^{de} verb.	2.0.11.	OD 2.0.11. Een jaarverslag opmaken over het aantal klachten en de typologie ervan.			01-02-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO	2.0.12.	OD 2.0.12. Evalueren van de impact die de oprichting van het BSF voor kinderen heeft op de prestaties van de Dienst.		1 ^{ste} semester 2003			Aangezien de Dienst nog niet over gegevens beschikt om het aantal en de aard van de BSF-dossiers voor kinderen te kunnen evalueren (tot vandaag zijn slechts 10 aanvragen ingediend), is de impact van de creatie van deze bijzondere bepaling op de prestaties van de Dienst nog niet bepaald	De doelstelling werd niet gerealiseerd: actie	Onmogelijk om een impact van BSF-kinderen te evalueren aangezien slechts 10 dossiers sinds 2003 ingediend zijn geweest. Uitvoeringsbesluiten, die door het RIZIV voorbereid werden, zijn nog in discussie met het kabinet (om de juridische grenzen van BSF-kinderen te bepalen).
Aanp. BO	2.0.13.	OD 2.0.13. Aanpassen van de				Indicatoren ontwikkeld		De doelstelling werd	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
		indicatoren die de prestaties van de Dienst meten op het vlak van de voorbereiding van de dossiers, de uitvoering van de beslissingen en de betekening ervan aan de sociaal verzekerden				en vervuld		gerealiseerd: actie	
Art.8	3.	Opdracht 3. Beheer van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten							
Art.8, 1 ^{ste} verb	3.1								
Art.8, 1 ^{ste} verb., a)	3.1.1.	OD 3.1.1. Definiëren van een computersysteem voor de uitwerking van een elektronische gegevensuitwisseling met de farmaceutische industrie: aanvragen tot opname, tot wijziging en tot schrapping kunnen worden ingediend en de ontvankelijkheid ervan kan worden vastgesteld; melding van de stand van zaken en het tijdsverloop van het dossier op de sleuteldata	01-02-2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.8, 1 ^{ste} verb. , b)	3.1.2.	OD 3.1.2. Implementeren van het computersysteem voor de elektronische gegevensuitwisseling met de farmaceutische industrie	01-04-2002			Nee	(gedeeltelijk uitgevoerd op 16/01/04)	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	De vertraging is te wijten aan de herstructurering van de databank van vergoedbare specialiteiten en de problemen rond computerveiligheid. Doelbereiking: de doelstelling zal hoogwaarschijnlijk gerealiseerd worden in 2004.
Art 8, 2 ^{de} verb.	3.2	Verbintenis 3.2. Verhogen van de doeltreffendheid van de administratieve procedure bij de behandeling van de dossiers							
Art 8, 2 ^{de} verb 1 ^{ste} alinea	3.2.1.	OD 3.2.1. Evalueren en toetsen van het voorstel van het bedrijf aan de bestaande vergoedingsmodaliteiten in de databank, met eventueel een formulering en motivering van het voorstel van de Dienst, ter voorbereiding van de taak van de CTG	01-03-2002			Ja (procedure is klaar)		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art 8, 2 ^{de} verb, 2 ^{de} alinea	3.2.2.	OD 3.2.2. Definiëren van de standaardisatie van begrippen en documenten, met inbegrip van de dossiers die aan de leden van de CTG worden voorgelegd	01-07-2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art 8, 2 ^{de} verb	3.2.3.	OD 3.2.3. Implementeren van de standaardisatie van de dossiers die aan de		01-01-2003		Ja	Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen	
			2002	2003	2004	2002	2003			
3 ^{de} alinea		leden van de CTG worden voorgelegd								
Art 8, 2 ^{de} verb., 4 ^{de} alinea	3.3	Verbintenis 3.3. Evalueren van het besluitvormingsproces en eventueel voorstel tot correcties								
Bijlage 2 BO	3.3.1.	OD 3.3.1. Eerste evaluatie	31-12-2002			Nee	April 2003	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	Doelbereiking; originele streefdatum niet gerespecteerd	
Aanp. BO		OD 3.3.1. Eerste evaluatie		31-01-2003						Eerste evaluatie: norm doorgeschoven van 31-12-2002 naar 31-01-2003
Bijlage 2 BO	3.3.2.	OD 3.3.2. Tweede evaluatie		30-06-2003			Uitgesteld	Operationele doelstelling met scope verder dan 2003		
Aanp. BO		OD 3.3.2. Tweede evaluatie		30-09-2003					Tweede evaluatie: norm doorgeschoven van 30-06-2003 naar 30-09-2003	
Voorstel aanp. BO		OD 3.3.2. Tweede evaluatie			In 2004				Tweede evaluatie: norm doorgeschoven van 30-06-2003 naar 2004	
Bijlage 2 BO	3.3.3.	OD 3.3.3. Derde evaluatie		31-12-2003				Operationele doelstelling met scope verder dan 2003		
Aanp. BO		OD 3.3.3. Derde evaluatie			31-01-2004				Derde evaluatie: norm doorgeschoven van 31-12-2003 naar 2004	
Voorstel aanp. BO		OD 3.3.3. Derde evaluatie							Derde evaluatie: norm doorgeschoven van 31-01-2004 naar eind 2005	
Art.8, 3 ^{de} verb.	3.4.	Verbintenis 3.4. Respecteren van de wettelijke termijnen								
Bijlage 2 BO	3.4.1.	OD 3.4.1. Klasse 1						De doelstelling werd gerealiseerd: actie	Doelbereiking: de instelling werkt aan een norm voor de 1 ^{ste} indicator	
Bijlage 2 BO		Ind. Percentage waarbij termijn gerespecteerd is				100 %				100 %
Bijlage 2 BO		Ind. Gemiddelde termijn van de toekenning	150 dagen	150 dagen	150 dagen	145 dagen				139 dagen
Bijlage 2 BO	3.4.2.	OD 3.4.2. Klasse 2						De doelstelling werd gerealiseerd: actie	Doelbereiking: de instelling werkt aan een norm voor de 1 ^{ste} indicator	
Bijlage 2 BO		Ind. Percentage waarbij termijn gerespecteerd is				99 %				97 %
Bijlage 2 BO		Ind. Gemiddelde termijn van de toekenning	150 dagen	150 dagen	150 dagen	140 dagen				137 dagen
Bijlage 2 BO	3.4.3.	OD 3.4.3. Klasse 3						De doelstelling werd gerealiseerd: actie	Doelbereiking: de instelling werkt aan een norm voor de 1 ^{ste} indicator	
Bijlage 2 BO		Ind. Percentage waarbij termijn gerespecteerd is				99 %				100 %
Bijlage 2 BO		Ind. Gemiddelde termijn van de toekenning	150 dagen	150 dagen	150 dagen	141 dagen				138 dagen
Bijlage 2 BO	3.4.4.	OD 3.4.4. Parallel ingevoerde specialiteiten						De doelstelling werd gerealiseerd: actie	Doelbereiking: de instelling werkt aan een norm voor de 1 ^{ste} indicator	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Bijlage 2 BO		Ind. Percentage waarbij termijn gerespecteerd is				100 %	100 %		
Bijlage 2 BO		Ind. Gemiddelde termijn van de toekenning	120 dagen	120 dagen	120 dagen	116 dagen	57 dagen		
Bijlage 2 BO	3.4.5.	OD 3.4.5. Weesgeneesmiddelen						De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO		Ind. Percentage waarbij termijn gerespecteerd is				Geen dossier	100 %		
Bijlage 2 BO		Ind. Gemiddelde termijn van de toekenning (Weesgeneesmiddelen)	150 dagen	150 dagen	150 dagen	Geen dossier	140 dagen		
AV 2002	3.4.6.	OD 3.4.6. Wijziging van de vergoedingsmodaliteiten						De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
AV 2002		Ind. Percentage waarbij termijn gerespecteerd is				100 %	98 %		
AV 2002		Ind. Gemiddelde termijn van de toekenning	150 dagen	150 dagen	150 dagen	145 dagen	144 dagen		
AV 2002	3.4.7.	OD 3.4.7. Wijziging van de vergoedingsbasis						De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	
AV 2002		Ind. Percentage waarbij termijn gerespecteerd is				100 %	91 %		
AV 2002		Ind. Gemiddelde termijn van de toekenning (Wijziging van de vergoedingsbasis)	60 dagen	60 dagen	60 dagen	54 dagen	62 dagen		
AV 2002	3.4.8.	OD 3.5.8. Schraping						De doelstelling werd niet gerealiseerd: actie	
AV 2002		Ind. Percentage waarbij termijn gerespecteerd is				0 %	Geen dossier		
AV 2002		Ind. Gemiddelde termijn van de toekenning	60 dagen	60 dagen	60 dagen	Niet beschikbaar	Geen dossier		
Art.8, 4 ^{de} verb.	3.5.	Verbintenis 3.5. Beschikken over een uitgebreide databank (in de dienst) die volgende gegevens bevat:							
Bijlage 2 BO	3.5.1.	OD 3.5.1. ...de beschrijving van de vergoedbare specialiteiten	01-03-2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	3.5.2.	OD 3.5.2. ...de administratieve en farmacotherapeutische criteria van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten	01-03-2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	3.5.3.	OD 3.5.3. ...de historiek van de gegevens over de administratieve behandeling van de aanvragen.		01-01-2003		Nee	Integratie van twee databank thans in uitvoering	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	
Art.9	4	Opdracht 4. Farmanet							
Art.9, 5 ^{de} verb.	4.0.1.	OD 4.0.1. Het uitbreiden van de algemene Farmanet-gegevens die op internet te raadplegen zijn (door onder		30/06/03			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
		meer chronologische gegevens erin op te nemen)							
Aanp. BO	4.0.2.	OD 4.0.2. De publicatie van de Farmanet-gegevens per groep voorschrijver op zijn website m.b.t. gegevens 2001		30/06/2003			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO	4.0.3.	OD 4.0.3. De publicatie van de Farmanet-gegevens per groep voorschrijver op zijn website m.b.t. gegevens 2002			30/06/2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO	4.0.4.	OD 4.0.4. De publicatie van de Farmanet-gegevens per groep voorschrijver op zijn website m.b.t. gegevens 2003						Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	Norm voor 2005: 30/06/2005
Aanp. BO	4.0.5.	OD 4.0.5. Voorstelling aan de CEG van een methodologie betreffende de nieuwe taken van de CEG i.v.m. indicatoren		30/09/03			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.9, 1 ^{ste} verb.	4.1.	Verbintenis 4.1. Intervenieren bij de verzekeringsinstellingen en de tarifieringsdiensten om de termijnen van gegevensoverdracht te verkorten en de kwaliteit ervan te verbeteren: het sturen van een jaarverslag dat de vaststellingen en eventuele richtlijnen omvat							
Bijlage 2 BO	4.1.1.	OD 4.1.1. Verslag nr. 1	31/12/02			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	4.1.2.	OD 4.1.2. Verslag nr. 2		31/12/03			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	4.1.3.	OD 4.1.3. Verslag nr.3			31/12/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Art.9, 2 ^{de} verb.	4.2.	Verbintenis 4.2. De CEG jaarlijks een verslag voorleggen met de reacties van de gebruikers op de campagne alsook eventuele voorstellen tot verbetering, zowel wat de inhoud als de opmaak van de gegevens betreft							
Bijlage 2 BO	4.2.1.	OD 4.2.1. Verslag nr. 1	30/06/02			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.9, 3 ^{de} verb.	4.3.	Verbintenis 4.3. De CEG snel de nodige gegevens verschaffen (volgens het uniek spoor) om de farmaceutische macro boardtabellen op te maken							
Bijlage 2 BO	4.3.1.	OD 4.3.1. Gegevens 2001 voor de macro-economische boardtabellen		31/12/03				De doelstelling werd gerealiseerd: actie	

Bijlage 2 : Stand van zaken van de uitvoering van de bestuursovereenkomst van het RIZIV

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Aanp. BO		OD 4.3.1. Gegevens 2001 voor de macro-economische boordtabellen		30-05-2003			Ja	Norm doorgeschoven van 30-12-2003 naar 30-05-2003	
Bijlage 2 BO	4.3.2.	OD 4.3.2. Gegevens 2002 voor de macro-economische boordtabellen			30/04/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO		OD 4.3.2. Gegevens 2002 voor de macro-economische boordtabellen			30-05-2004				Norm doorgeschoven van 30-04-2004 naar 30-05-2004
Bijlage 2 BO	4.3.3.	OD 4.3.3. Gegevens 2003 voor de macro-economische boordtabellen						Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	Norm voor 2005: 30/04/05
Art.9, 4 ^{de} verb.	4.4.	Verbintenis 4.4. Een snelle publicatie van de farmaceutische boordtabellen;							
Bijlage 2 BO	4.4.1.	OD 4.4.1. De publicatie van de macro-economische boordtabellen (met betrekking tot de gegevens 2001)			30/06/04			De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO		OD 4.4.1. De publicatie van de macro-economische boordtabellen (met betrekking tot de gegevens 2001)		31/12/03			Ja		
Bijlage 2 BO	4.4.2.	OD 4.4.2. De publicatie van de macro-economische boordtabellen (met betrekking tot de gegevens 2002)			30/09/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO		OD 4.4.2. De publicatie van de macro-economische boordtabellen (met betrekking tot de gegevens 2002)			31/12/04				
Bijlage 2 BO	4.4.3.	OD 4.4.5. De bekendmaking van de macro-economische boordtabellen (met betrekking tot de gegevens 2003)						Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	Norm voor 2005: 30/09/05
Aanp. BO	4.5	Verbintenis 4.5. Punctuele onderwerp ieder twee maanden op de website publiceren							
Aanp. BO	4.5.1.	OD 4.5.1. Eerste onderwerp		30-05-2003			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO	4.5.2.	OD 4.5.2. Tweede onderwerp		31-07-2003			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO	4.5.3.	OD 4.5.3. Derde onderwerp		30-09-2003			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO	4.5.4.	OD 4.5.4. Vierde onderwerp		30-11-2003			Op de website beschikbaar begin 2004	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Doelbereiking: streefdatum niet gerespecteerd omdat het akkoord Medicomut pas op 15 december '03 is afgesloten.
Aanp. BO	4.5.5.	OD 4.5.5. Vijfde onderwerp			31-01-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO	4.5.6.	OD 4.5.6. Zesde onderwerp			31-03-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Aanp. BO	45.7.	OD 4.5.7. Zevende onderwerp			30-05-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO	4.5.8.	OD 4.5.8. Achtste onderwerp			31-07-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO	4.5.9.	OD 4.5.9. Negende onderwerp			30-09-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO	4.5.10.	OD 4.5.10. Tiende onderwerp			30-11-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO	4.6.	Verbintenis 4.6. Ieder jaar een interne budgettaire rapport opmaken							
Aanp. BO	4.6.1.	OD 4.6.1. Rapport nr. 1		31/12/03			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO	4.6.2.	OD 4.6.2. Rapport nr.2			31/12/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO	4.6.3.	OD 4.6.3. Rapport nr.3						Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	Norm voor 2005: 31/12/05
Art.10	5	Opdracht 5. Herwaardering van de statistische en boekhoudkundige gegevens							
Art.10, 1 ^{ste} verb.	5.0.1.	OD 5.0.1. Een inventaris opmaken van de statistische en boekhoudkundige gegevens die de verzekeringsinstellingen aan de directie voor actuariële, economische en sociale studiën hebben bezorgd, van de beheersinformatie die de administratie op basis van die gegevens heeft opgesteld, van het gebruik dat van die informatie wordt gemaakt teneinde het nut ervan vast te stellen	31/12/2002				Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.10, 2 ^{de} verb.	5.0.2.	OD 5.0.2. Het Verzekeringscomité en de Algemene raad een verslag bezorgen met richtlijnen voor een eventuele herstructurering van de statistische en boekhoudkundige gegevens		31/12/2003				In uitvoering	De doelstelling werd niet gerealiseerd: actie Vertraging te wijten aan de oprichting van het IMA en het Federaal Kenniscentrum
Art.10, 3 ^{de} verb.	5.0.3.	OD 5.0.3. Een inventaris opmaken van maatregelen die zowel in het Instituut als bij de verzekeringsinstellingen worden overwogen om de termijnen voor het ter		31/12/2003				In uitvoering	De doelstelling werd niet gerealiseerd: actie

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
		beschikking stellen van de gegevens te verkorten en de kwaliteit ervan te verbeteren; dat geldt zowel voor de door de verzekeringsinstellingen geleverde gegevens als voor de door het Instituut geproduceerde informatie							
Art.10, 4 ^{de} verb.	5.0.4.	5.0.4. Analyseren <ul style="list-style-type: none"> • voor elk ziekenhuis van de snelheid en de regelmaat van de facturering alsook van de kwaliteit van de gefactureerde gegevens; • voor elke verzekeringsinstelling van de snelheid en de regelmaat zowel van de verwerking van de magneetband-facturatie als van de boeking van de vergoede bedragen; 	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	Ja	Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO		OD 5.0.4. Een jaarrapport opmaken betreffende ? de snelheid, de stiptheid en de kwaliteit van de facturering door de ziekenhuizen ? de snelheid en de stiptheid van de verwerking, door de verzekeringsinstellingen, van de magneetbanden voor de facturering en de boeking van de vergoedingsbedragen							
Art.10, 5 ^{de} verb.	5.0.5.	OD 5.0.5. Nieuwe regels voorstellen voor de facturatie door de ziekenhuizen en voor de boeking door de verzekeringsinstellingen waardoor het RIZIV de werkelijke evolutie van de uitgaven beter kan opvolgen		31/12/2003			In uitvoering	De doelstelling werd niet gerealiseerd: actie	
Art.10, 6 ^{de} verb.	5.0.6.	OD. 5.0.6. Elk jaar een vergelijkende tabel opstellen van de evolutie van de uitgaven per verstrekkingperiode en per boekingsperiode voor de belangrijkste categorieën van verzorging	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	Nee	Ja	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Doelbereiking: 1 ^{ste} verslag niet opgemaakt
Art.10, 7 ^{de} verb.	5.0.7.	OD 5.0.7. Op basis van een analyse van de consumptie van de verzorging in verband met chronische aandoeningen of met de veroudering van de bevolking, voorstellen uitwerken voor de uitbreiding van de statistische gegevens tot bepaalde kenmerken van de verzekerde bevolking		31/12/2003				Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
		Bijlage 2 : Stand van zaken van de uitvoering van de bestuursovereenkomst van het RIZIV							

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Aanp. BO		OD 5.0.7. Zich concentreren op de essentiële determinanten in de huidige en toekomstige consumptie van de geneeskundige verzorging en bijgevolg voorstellen tot uitbreiding van de statistische gegevens uitwerken, waaraan vanaf 2004 een concrete vorm kan worden gegeven			Vanaf 2004		In uitvoering		
Art.10, 8 ^{ste} verb.	5.0.8.	OD 5.0.8. Voorstellen formuleren voor de aanpassing van de termijnen van de procedures tot vaststelling van de begrotingen waarbij meer rekening wordt gehouden met de beschikbaarheidstermijnen van de beslissende beheersinformatie.	31/12/2002			Nee	Ja	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Doelbereiking; streefdatum niet gerespecteerd
Aanp. BO	5.0.9.	OD 5.0.10. Uiterlijk tegen 30 juni 2003 alle andere verbintenissen in deze doelstelling in overleg met het IMA herdefiniëren		30/06/03			Er wordt thans in samenwerking met het IMA een concrete vorm gegeven aan de herziening van de verbintenissen, door het project opnieuw af te stemmen op de belangrijkste verbintenis van deze doelstelling, namelijk het opstellen van een verslag met betrekking tot de richtlijnen voor de herstructurering van de statistische en boekhoudkundige gegevens.	De doelstelling werd niet gerealiseerd: actie	Herdefiniëren van de gegevensstromen in het kader van de oprichting van het IMA en het Federaal Kenniscentrum.
Art.11	6.	Oprichting van de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen							
Art.11, 1 ^{ste} verb.	6.0.1.	OD 6.0.1. Evalueren van de algemene voorwaarden die nu in het kader van de toelating van een gedeeltelijke hervatting van bepaalde activiteiten zijn vastgelegd, en voorstellen formuleren ter aanpassing of wijziging van die voorwaarden na onderzoek met alle betrokken instanties.		31/12/2003				Operationele doelstelling met scope verder dan 2003 (eindrapport)	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Aanp. BO		OD 6.0.1. Evalueren van de algemene voorwaarden die nu in het kader van de toelating van een gedeeltelijke hervatting van bepaalde activiteiten zijn vastgelegd, en voorstellen formuleren ter aanpassing of wijziging van die voorwaarden na onderzoek met alle betrokken instanties.		31/12/2003 (tussen-rapport)	31/12/2004		JA, tussenrapport		Norm verschoven naar 30/09/2004 Op aanvraag van de minister, verlenging van de overgangsregeling tot 31/12/2004
Aanp. BO	6.0.1. ^{bis}	6.0.1. ^{bis} Teneinde de inhoud van dit onderzoek te verrijken, wenst de dienst een vergelijkend onderzoek in Europa te voeren naar de systemen die vrij dicht bij het onze staan wat betreft de toegestane hervatting van bepaalde beroepsactiviteiten (Frankrijk, Duitsland, het groothertogdom Luxemburg en Nederland).					Nota op basis van vergelijkend onderzoek opgesteld	De doelstelling is gerealiseerd: actie	
Art.11, 2 ^{de} verb.	6.0.2.	OD 6.0.2. <i>Onder voorbehoud van de bevestiging van de invoering</i> ervan - evalueren van de aangepaste nieuwe cumulatieregel en voorstellen van eventuele correcties op basis, onder andere, van het onderzoek van de gevallen van gerechtigden die hebben gekozen voor het behoud van de vroegere cumulatieregel	31/12/2002					Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Aanp. BO		OD 6.0.2. Evalueren van de aangepaste nieuwe cumulatieregel en voorstellen van eventuele correcties op basis, onder andere, van het onderzoek van de gevallen van gerechtigden die hebben gekozen voor het behoud van de vroegere cumulatieregel		30/09/2003					Op aanvraag van de minister, verlenging van de overgangsregeling tot 31/12/2004
Voorstel aanp. BO		OD 6.0.2. Evalueren van de aangepaste nieuwe cumulatieregel en voorstellen van eventuele correcties op basis, onder andere, van het onderzoek van de gevallen van gerechtigden die hebben gekozen voor het behoud van de vroegere cumulatieregel			30/09/2004		1 ^{ste} tussenrapport over conclusies al overgemaakt aan de Minister.		Op aanvraag van de minister, verlenging van de overgangsregeling tot 31/12/2004
Art.11, 3 ^{de} verb.	6.0.3.	OD 6.0.3. Invoeren van een ruimere inzameling van gegevens op het vlak van de activering of de gedeeltelijke hervatting van activiteiten, in samenwerking met de verzekeringsinstellingen en doorsturen van de			31/12/2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
		gegevens via een elektronische drager.							
Art.11, 4 ^{de} verb.	6.0.4.	OD 6.0.4. Opmaken van een verslag waarin de voorwaarden en de voordelen van een overheveling van de herscholing naar de uitkeringsverzekering worden omschreven.	31/12/2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.12	7.	Opdracht 7. Modernisering en vereenvoudiging van de informatiestromen betreffende de verzekeraarbaarheid							
Art.12, 1 ^{ste} verb.	7.0.1.	OD 7.0.1. Ontwikkelen van programma's voor de administratieve controle met het oog op de identificatie van speciale categorieën van rechthebbenden.	31-12-2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.12, 2 ^{de} verb.	7.0.2.	OD 7.0.2. Ontwikkelen van programma's die toelaten verschillende situaties te vergelijken om anomalieën op te sporen.	31-12-2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.12, 3 ^{de} verb.	7.0.3.	OD 7.0.3. Opmaken van een verslag waarin de uitgevoerde studies worden beschreven en de anomalieën worden geïdentificeerd alsook de kritieke situaties die een gerichte controle bij de ziekenfondsen vereisen.			01-03-2004			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Art.12, 4 ^{de} verb.	7.0.4.	OD 7.0.4. Opmaken van een verslag waarin per type van controle het aantal uitgevoerde verificaties en hun resultaten worden opgenomen.						Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	Doelstelling genormeerd voor 2005 (01/03/05)
Art.12, 5 ^{de} verb.	7.0.5.	OD 7.0.5. Significante toename van de controle inzake verzekeraarbaarheid						Partiële informatie: geen norm & geen prestatie-informatie	
Bijlage 2 BO		Ind. Het aantal gecontroleerde gevallen.							
Bijlage 2 BO		Ind. % gecontroleerde gevallen.							
Bijlage 2 BO		Ind. Het aantal geïdentificeerde gevallen via elektronische weg waarbij een controle in de mutualiteiten noodzakelijk is.							
Bijlage 2 BO		Ind. geïdentificeerde gevallen via elektronische weg waarbij een controle in de mutualiteiten noodzakelijk is.							
Art.12, 6 ^{de} verb.	7.0.6.	OD 7.0.6. Verbetering van de controle op de uniforme toepassing van de reglementering						Partiële informatie: geen norm & geen prestatie-informatie	
Bijlage 2 BO		Ind. % van het aantal gecontroleerde gevallen per categorie van rechthebbende							

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Art.13	8	Opdracht 8. Informatie aan de zorgverleners							
Art.13, 1 ^{ste} verb.	8.0.1.	OD 8.0.1. Gedurende het eerste jaar van de overeenkomst verbindt de DGC zich ertoe een inventaris op te stellen van de meest nuttige informatie, de onderscheiden doelgroepen, de verschillende modules die aan de meest pregnante nood beantwoorden	31/12/2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.1.	Verbintenis 8.1.De modules opmaken							
Bijlage 2 BO	8.1.1.	OD 8.1.1. Module 1		31/12/03			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.1.2.	OD 8.1.2. Module 2		31/12/03			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.1.3.	OD 8.1.3. Module 3		31/12/03			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.1.4.	OD 8.14. Module 4		31/12/03			Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.1.5.	OD 8.15. Module 5			31/12/04		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.1.6.	OD 8.1.6. Module 6			31/12/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Bijlage 2 BO	8.2.	Verbintenis 8.2.De modules verspreiden (via de post, internetsite, voorlichtingsbijeenkomsten).							
Bijlage 2 BO	8.2.1.	OD 8.2.1. Module 1			31/12/04		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.2.2.	OD 8.2.2. Module 2			31/12/04		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.2.3.	OD 8.2.3. Module 3			31/12/04		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.2.4.	OD 8.2.4. Module 4			31/12/04		Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Bijlage 2 BO	8.3.	Verbintenis 8.3. Actualiseren van de modules (papieren drager en internetsite).							
Bijlage 2 BO	8.3.1.	OD 8.3.1. Module 1			31/12/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Bijlage 2 BO	8.3.2.	OD 8.3.2. Module 2			31/12/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Bijlage 2 BO	8.3.3.	OD 8.3.3. Module 3			31/12/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Bijlage 2 BO	8.3.4.	OD 8.3.4. Module 4			31/12/04			Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Art.14	9	Opdracht 9. Gewestelijke invaliditeitscommissies							
Art.14, 1 ^{ste} verb.	9.0.1.	OD 9.0.1. Een werkgroep DGC-GRI oprichten, die belast is met het opmaken van de evaluatiecriteria die op de dossiers moeten worden toegepast	30/06/2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.14, 2 ^{de} verb.	9.0.2.	OD 9.0.2. Een permanent systeem voor de evaluatie van de invaliditeitsdossiers invoeren (naar het voorbeeld van het onderzoek dat in februari-maart 2000 is gevoerd)	30/09/2002			Nee	In uitvoering	De doelstelling werd niet gerealiseerd: actie	Nieuwe opdrachten van de DGEC, waardoor vertraging is op de uitvoering van de verbintenissen.
Art.14, 3 ^{de} verb.	9.0.3.	OD 9.0.3. Een permanente structuur DGC-GRI oprichten, die een bestendige follow-up en feedback van de onder punt 2 bedoelde evaluatie mogelijk maakt	31/12/2002			Ja		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.14, 4 ^{de} verb.	9.0.4.	OD 9.0.4. Een ombudsdienst oprichten die door twee geneesheren wordt waargenomen met gestandaardiseerde procedures (registratie, verslagen, betrekkingen met de DGC en de GRI, permanente evaluatie)	31/12/2002			Nee	Ja	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Doelbereiking: streefdatum niet gerespecteerd
Art.14, 5 ^{de} verb.	9.0.5.	OD 9.0.5. Een informatiebrochure samenstellen die bij de oproepingen wordt gevoegd, met uitleg over de reden van de oproeping; omschrijving van de onderzoeksprocedure; informatie over de rechten en het mogelijke beroep; beoordelingsformulier voor de ombudsdienst (permanente evaluatie)	31/12/2002			Nee	Ja	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Doelbereiking: streefdatum niet gerespecteerd
Art.14, 6 ^{de} verb. AV 2003	9.0.6.	OD 9.0.6. De inhoud van de brochure aanpassen aan de reacties/suggesties van de sociaal verzekerden		31/12/2003	31/12/2004		Voorzien in de loop van 2004	Doelstelling met scope verder dan 2003	Normen van een jaar doorgeschoven wegens vertraging bij de opmaak en het publiceren van de brochure
Art.14, 7 ^{de} verb.	9.0.7.	OD 9.0.7. Jaarlijks een verslag over de evolutie van de werking van de GCGRI's opmaken met een omschrijving van: de analyse van de kwaliteit van de dossiers van de adviserend geneesheren en de beslissingen van de GRI; de klachten,	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	Nee	Verslag 2002 opgesteld Verslag 2003: in uitvoering	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Doelbereiking: streefdatum niet gerespecteerd

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
		opmerkingen en suggesties van de verzekerden, alsook de ondernomen acties om er op te antwoorden							
Titel V		Andere projecten							
Art.15	10	Opdracht 10.Vorbereidende werkzaamheden met het oog op de invoering van de Maximumfactuur (MAF)							
Art.15	10.0.1.	OD 10.0.1. Voorstelling van een voorontwerp van wet tot vaststelling van de wettelijke basis van de maximumfactuur binnen de toegemeten tijd	01/2002			Wet van 5 juni 2002 tot vaststelling van de wettelijke basis van de maximumfactuur binnen de toegemeten tijd		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.15	10.0.2.	OD 10.0.2. Organisatie van operatie "One-Shot en jaarlijkse uitvoering van de MAF				Ja	Ja	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.15	10.0.3.	OD 10.0.3. Voorstellen indienden ter harmonisering van de begrippen van koppel, gebruikt door de fiscale en door de sociale verzekeringsreglementering					Nota opgesteld en aan de Minister van Sociale Zaken begin 2004 opgestuurd	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.15	10.0.4.	OD 10.0.3. Studie over de weerslag van de nieuwe MAF-reglementering op andere legale bepalingen en reglementering	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	Ja	Opgemaakt	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.15	11	Opdracht 11. Herdefiniëring van de sector van de revalidatieovereenkomsten							
Art.15	11.0.1.	OD 11.0.1. Uitwerking van een plan voor de volledige herdefiniëring van de sector van de revalidatieovereenkomsten, met inbegrip van de evaluatie van de resultaten en toekomstige behoeften ervan	Loop van 2002			Document ingediend eind december 2002		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Aanp. BO	11.0.2.	OD 11.0.2. Uitwerking van een concrete plan met te realiseren projecten en een gedetailleerde tijdschema: Operationalisering van document ingediend in december 2002					Audit van sector thans in uitvoering: opmaak van plan uitgesteld	Doelstelling met scope verder dan 2003	Voorstellen ter zake al ingeschreven in het 1 st rapport. Deze voorstellen vrager reglementeringaanpassing: het RIZIV wacht op de feed-back van het kabinet, o.a. op de conclusies van de Gezondheidsdialogen en van de audit in uitvoering.
Art.15	12.	Opdracht 12. Uitvoeren van diverse acties om de goede werking van de beheers- en overlegorganen van het Instituut te garanderen							

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Art.15	12.1.	Verbintenis 12.1. Tevredenheid en verwachtingen peilen							
Art.15	12.1.1.	OD 12.1.1. Peiling	Loop van 2002			Inzameling van ingevulde vragenlijsten en invoering van gegevens afgesloten		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
AV 2002	12.1.2.	OD 12.1.2. Rapport aan beheersorganen hieromtrent	31-12-2002			Verslag zal in maart 2003 ingediend worden.	Eind 2003 is elk verslag aan de leden van de betrokken organen meegedeeld	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Doelbereiking: streefdatum niet gerespecteerd
Art.15	12.2.	Verbintenis 12.2. Verder is het aan te bevelen dat, in overleg met de hoofdactoren, initiatieven worden genomen om sommige organen te hergroeperen, te heroriënteren of op te heffen.							
AV 2002	12.2.1.	OD 12.2.1. Studie over de opdrachten en samenstelling van de organen van de Dienst voor Geneeskundige Verzorging	31-12-2002			Analyse van de Dienst voor Geneeskundige Verzorging afgelopen. Ontwerpverslag met de eerste kritische opmerkingen en mogelijkheden tot vereenvoudiging is klaar (01/2003)	Eerst intern ontwerpverslag voor intern gebruik opgesteld Na overleg met de beslissingsorganen van de RIZIV is een tweede tussentijdse verslag opgesteld	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.15	12.3.	Verbintenis 12.3. Daarnaast zal de Administratie inspanningen doen om de omvang te objectiveren van het personeelseffectief die zijn gemobiliseerd voor de administratieve en technische ondersteuning van het overleg in 1999 en 2000, meer bepaald in de Dienst voor geneeskundige verzorging die hoofdzakelijk met dat probleem te maken heeft.							
AV 2002	12.3.1.	OD 12.3.1. Objectiveren van het personeelseffectief waarop een beroep wordt gedaan voor de vergaderingen	Loop van 2002			Methode bepaald en toegepast op Dienst voor Geneeskundige Verzorging: fase van codering en analyse afgelopen.		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
AV 2002	12.3.2.	OD 12.3.2. Rapport aan de beheersorganen over de jaren 1999, 2000 en 2002		30-06-2003		Verbeteringsvoorstellen en verslag klaar voor april 2003	Verslag afgewerkt en in november 2003 voorgelegd aan het directiecomité	De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Doelbereiking: streefdatum niet gerespecteerd De scope van de studie is uitgebreid, aangezien het RIZIV gewenst heeft

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Titel VI		Verbetering van de dienstverlening aan de gebruikers							gegevens voor 2002 toe te voegen
Titel VI, 1 ^{ste} titel / Art.16	13	Opdracht 13. Gedrageregels							
Art.17	13.1.	Verbintenis 13.1. Het Instituut verbindt zich ertoe, elke tekortkoming die tot gevolg heeft dat ze schade berokkent aan de sociaal verzekerden, op tijd te melden en de vastgestelde problemen pro-actief te behandelen							Deze verbintenissen worden systematisch uitgevoerd, maar hiervoor is geen gedetailleerde rapportering voorzien.
Art.18	13.2.	Verbintenis 13.2. Het Instituut zal transparante en eenvormige objectieve criteria opstellen, wanneer de geldende regels en wetgevingen in het raam van individuele beslissingen een zekere beoordelingsmarge laten.							
Art.19	13.3.	Verbintenis 13.3. Het Instituut verbindt zich ertoe om een pro-actieve houding aan te nemen wat de overdracht en het gebruik van gegevens betreft, in het raam van het Handvest waarin is bepaald dat actief moet worden meegewerkt aan het onderzoek van de dossiers door op eigen initiatief de ontbrekende informatie te verzamelen.							
Art.20	13.4.	Verbintenis 13.4. Het Instituut verbindt zich ertoe om de deontologische code die is opgesteld voor de door de Geneeskundige raad voor invaliditeit uitgevoerde medische onderzoeken van de verzekerden strikt toe te passen en de naleving ervan te controleren.							
Art.21	13.5.	Verbintenis 13.5. De toegang tot de gebouwen zal worden vergemakkelijkt voor gehandicapten en mindervaliden; voor de gebouwen die in de toekomst worden gehuurd of gekocht, zal in het huur- of koopcontract een gemakkelijke toegang voor die personen worden geëist.							
Titel VI, 2 ^{de} titel		Administratieve vereenvoudigingen							
Art.22	14.	Opdracht 14. Formulieren							

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Aanp. BO	14.0.1.	OD 14.0.1. Voorstellen tot een harmonisering van de begrippen “gezin” die worden gebruikt in het raam van de regelingen betreffende eensdeels de WIGW met voorkeurstarief en anderdeels de MAF (maximumfactuur), alsook tot een verfijning van het inkomen dat in de twee gevallen in aanmerking moet worden genomen.		31/12/2003			Nota opgesteld en aan de Minister van Sociale Zaken begin 2004 opgestuurd	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	
Art.22	14.1.	Verbintenis 14.1. Aanvraagformulier voor de toekenning van het recht op verhoogde tegemoetkoming							
Art.22	14.1.1.	OD 14.1.1. Het Instituut verbindt zich ertoe een nieuw aanvraagformulier op te stellen : waarin de termen « gezin » en « inkomen » precies worden gedefinieerd, in een duidelijke en leesbare taal; met een meer aangepaste structuur zodat de uitleg die bedoeld is om de sociaal verzekerde te helpen bij het invullen van het formulier en de uitleg betreffende zijn plichten in aparte rubrieken wordt opgenomen.	aanvraagformulier op te stellen : <ul style="list-style-type: none"> • waarin de termen « gezin » en « inkomen » precies worden gedefinieerd, in een duidelijke en leesbare taal • met een meer aangepaste structuur zodat de uitleg die bedoeld is om de sociaal verzekerde te helpen bij het invullen van het formulier en de uitleg betreffende zijn plichten in aparte rubrieken wordt opgenomen 			Ontwerp gemaakt en goedgekeurd met duidelijk onderscheid tss. de vragenlijst, de instructies en de herinnering aan de verplichtingen. Inwerkingtreding gepland voor 01/01/03	Nota over termen “gezin” en “inkomen” opgesteld en aan de Minister van Sociale Zaken begin 2004 opgestuurd	De doelstelling werd gerealiseerd : actie	
Art.22	14.2.	Verbintenis 14.2. Vragenlijst betreffende de beroepsactiviteit in het kader van de arbeidsongeschiktheids-aangifte door zelfstandigen							
Art.22	14.2.1.	OD 14.2.1. Het Instituut belooft de vragen op het formulier in een duidelijke en begrijpelijke taal te formuleren en alle vragen waarvan de antwoorden bij andere sociale zekerheidsinstellingen kunnen worden opgevraagd, te schrappen.	Formulier in een duidelijke en begrijpelijke taal formuleren			Formulier volledig herzien met duidelijke en begrijpelijke taal en afschaffing van vragen waarvan de antwoord bij OISZ gevonden konden zijn. Omzendbrief VI van 23/12/02 gestuurd		De doelstelling werd gerealiseerd : actie	
Art.22	14.3.	Verbintenis 14.3. Kennisgeving van de beslissingen in het kader van de erkenning van de behoefte aan de hulp van een derde persoon							

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Art.22	14.3.1.	OD 14.3.1. Het Instituut verbindt zich ertoe het document ter kennisgeving van de beslissingen in het kader van de erkenning van de behoefte aan de hulp van een derde persoon volledig te herzien.	Herzien van document ter kennisgeving van de beslissingen in het kader van de erkenning van de behoefte aan de hulp van een derde persoon			Document in een duidelijke en begrijpelijke taal herschreven. In gebruik sinds november 2002		De doelstelling werd gerealiseerd : actie	
Art.22	14.4.	Verbintenis 14.4. Kennisgeving van de beslissingen in het kader van een gedeeltelijke of volledige opschorting van de uitbetaling van arbeidsongeschiktheidsuitkeringen wegens afwezigheid tijdens een medisch controleonderzoek							
Art.22	14.4.1.	OD 14.4.1. Het Instituut verbindt zich tot een volledige herziening van het document ter kennisgeving van de beslissingen in het kader van een gedeeltelijke of volledige opschorting van de uitbetaling van arbeidsongeschiktheids-uitkeringen wegens afwezigheid tijdens een medisch controleonderzoek.	Herziening van het document ter kennisgeving van de beslissingen in het kader van een gedeeltelijke of volledige opschorting van de uitbetaling van arbeidsongeschiktheids-uitkeringen wegens afwezigheid tijdens een medisch controleonderzoek			Document in een duidelijke en begrijpelijke taal herschreven. In gebruik sinds november 2002		De doelstelling werd gerealiseerd : actie	
Voorstel aanp. BO	14.5.	Verbintenis 14.5. Aangezien het project rond de vereenvoudiging van het WIGW-formulier (herstructurering van het formulier) grotendeels is afgewerkt en de rest (herdefiniëring van de begrippen “gezin” en “inkomen”) rechtstreeks afhangt van de invoering van de Maximumfactuur, stellen wij voor om beide projecten te groeperen, met het oog op een grotere samenhang.							Groepering WIGW en MAF-projecten in een gemeenschappelijke project
Zie OD 14.0.1. en Opdracht 10									
Art.23	15	Opdracht 15. Procedures							
Art.23	15.1.	Verbintenis 15.1. Verspreiden van informatie naar de verzekeringsinstellingen			Eind 2004				

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
Art.23	15.1.1.	OD 15.1.1. Het Instituut verbindt zich ertoe de verspreiding van de informatie naar de verzekeringsinstellingen te moderniseren: het gaat erom van een verspreiding op papier over te stappen op een zo groot mogelijke elektronische verspreiding.				Nieuw geautomatiseerd systeem voor het opmaak van omzendingbireven VI uitgewerkt en 90% voltooid. Het nieuwe systeem zou tegen september 2003 operationeel moeten zijn. Piste om omzendingbrieven VI ter beschikking te stellen op Docleg zal in 2003 geanalyseerd worden	Nieuw geautomatiseerd systeem voor het opmaak van omzendingbireven VI 100% voltooid. Levering van Docleg beëindigd	Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Art.23	15.1.2.	OD 15.1.2. Het is de bedoeling om de informatie ter beschikking te stellen van de verzekeringsinstelling zeer kort nadat de inhoud door de bevoegde instantie is gevalideerd.							
AV 2002	15.1.3.	OD 15.1.3. Ter beschikking stelling van legale en reglementaire teksten van algemene reglementering							
Art.23	15.2.	Verbintenis 15.2. Administratieve vereenvoudiging van de accreditering van de geneesheren en ondersteuning van de lokale kwaliteitsgroepen							
Art.23	15.2.1.	OD 15.2.1. Vanaf het begin van het jaar 2002 zullen mechanismen uitgewerkt worden om de administratieve werklust van de individuele artsen, de organisatoren van nascholingsactiviteiten en de LOK-verantwoordelijken aanzienlijk te verminderen	Uitwerking van mechanismen vanaf het jaar 2002			Fase van formulering van de toepassing en de voorstelling van het prototype beëindigd: ontwikkeling van de toepassing nog niet afgerond.	Twee beslissingen: 1) project beperken en faseren 2) projectleider aan te werven	Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	Doelbereiking: formulering afgewerkt
AV 2002		OD 15.2.1. Vanaf het begin van het jaar 2002 zullen mechanismen uitgewerkt worden om de administratieve werklust van de individuele artsen, de organisatoren van nascholingsactiviteiten en de LOK-verantwoordelijken aanzienlijk te verminderen			31-12-2004				
Art.23	15.2.2.	OD 15.2.2. On line organiseren van de informatie-flow	Presentatie aan de actoren, en test in de loop van 2002	Operationeel in de daaropvolgende maanden	Operationeel in de daaropvolgende maanden	Presentatie gemaakt		De doelstelling werd voorwaardelijk gerealiseerd: actie	Vertraging te wijten aan nieuwe opdrachten van de DGV (relaties met artsen en tandartsen)
Art.23	15.2.3.	OD 15.2.3. Gedurende het tweede kwartaal van 2002 zal verder een bevraging van de LOK-verantwoordelijken georganiseerd worden in samenspraak met de Accrediteringstuurgroep en de Nationale Raad voor de bevordering van de	Opvraging georganiseerd gedurende 2 ^{de} kwartaal 2002			Enquête afgelopen en verslag bij de Accrediteringsstuurgroep in oktober 2002 ingediend		De doelstelling werd gerealiseerd: actie	

Annexe 2 – Bijlage 2

BO-nrs.		Beschrijving	Normering			Prestaties		Doelbereiking 2002-2003	Bemerkingen
			2002	2003	2004	2002	2003		
		kwaliteit om te peilen naar de wensen en de noden die bij de LOK's bestaan omtrent het ter beschikking stellen van allerlei informatie die hun werking kan ondersteunen.							
Art.23	15.3.	Verbintenis 15.3. Procedure voor de terugbetaling van rolstoelen							
Art.23	15.3.1.	OD 15.3.1. Procedure voor de patiënt. Voor het instellen van een « een-loket-functie », dit is een procedure zoals ze in Vlaanderen wordt toegepast, zijn besprekingen met de verschillende Fondsen bezig. Er wordt gestreefd naar een enkel document dat zowel voor de verplichte verzekering als voor de Fondsen bruikbaar is				Vergadering plaatsgevonden. Voorstel van de door IMC opgestelde werkgroep dient op de IMC van 20/01/03 goedgekeurd te worden.	Voorstel "Enig dossier en enig loket" goedgekeurd door IMC van 20/01/2003 Protocol door alle partijen ondertekend	Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Art.23	15.3.2.	OD 15.3.2. Procedure tot opname van toestellen op de lijst van de aangenomen producten. Het betreft hier geen zware procedure, maar de samenstelling van het aanvraagdossier is onderhevig aan kritiek. Bij de nieuwe nomenclatuur van de rolwagens zal hiermee rekening gehouden worden. De samenstelling van de dossiers zal daar waar mogelijk vereenvoudigd worden.				Fase van raadpleging afgelopen. Verslag voor de minister ingediend in juli 2002. Twee werkgroepen in 07/2002 opgericht: een voor herschrijven van de nomenclatuur, de andere voor de vastlegging van de vergoedingsprocedures voor rolwagentjes in RB en RVT.	Studie over economische haalbaarheid gevoerd Meningsverschillen i.v.m. financiële weerslag nieuwe nomenclatuur en financiering multidisciplinaire evaluatie Technische Raad voor Rolstoelen ingesteld	Operationele doelstelling met scope verder dan 2003	
Titel VII	16.	Oprichting 16. Methodes waarmee de graad van verwezenlijking van de doelstellingen en de gedragsregels kunnen worden gemeten en gevolgd							
Art.24	16.0.1.	OD 16.0.1. De administratie zal geleidelijk aan meer productie- en resultatenindicatoren uitwerken die zullen worden opgenomen in boordtabellen die geëvalueerd en ontwikkeld worden om de efficiëntie en de doeltreffendheid van het administratieve werk te kunnen meten	Metten van de efficiëntie en de doeltreffendheid van het administratieve werk aan de hand van boordtabellen			Boordtabellen opgemaakt	Boordtabellen opgemaakt	De doelstelling werd gerealiseerd: actie	

Annexe 3 – Bijlage 3

CATEGORIE		FACTOR	OMSCHRIJVING	GEVOLG OP UITVOERING BO	BRON	WERD BESTUURS- OVEREENKOMST AANGEPAST?
ALGEMENE OPMERKINGEN:						
<ul style="list-style-type: none"> - De Copernicus-hervorming: impact van de managementfuncties is heel belangrijk voor het Riziv ; - Complexiteit en snelle evolutie van de reglementering geneeskundige verzorging ; 						
ART 6 – Anoniem Ziekenhuisverblijf						
Werking en beslissing van overheids en andere instellingen	Extern	Oprichting IMA en Federaal kenniscentrum (programmawet 24-12-2002).	De AZV gegevens worden gebruikt in het kader van de nieuwe financieringssystemen, bvb voor het Verzekeringscomité.	Vertraging in het uitmaken in welke mate de AZV-gegevens samen met nieuwe financieringssystemen kunnen worden geëxploiteerd (definiëring en evaluatie van nieuwe financieringssystemen)	Verslag Algemeen beheerscomité 2004	JA, opgenomen in wijzigingsclausule
ART 7 – Fonds spécial de solidarité						
Politieke beslissing	Extern	De oprichting van een BSF-kinderen	De oprichting van een BSF-kinderen zou een impact kunnen hebben op de prestaties van de Dienst.	Onmogelijk om een impact van BSF-kinderen te evalueren aangezien slechts 10 dossiers sinds 2003 ingediend zijn geweest. Uitvoeringsbesluiten, die door het RIZIV voorbereid werden, zijn nog in discussie met het kabinet (om de juridische grenzen van BSF-kinderen te bepalen).	Verslag Algemeen beheerscomité 2004	JA, opgenomen in wijzigingsclausule
ART 8 – Beheer van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten						
Informatisering en Administratieve Vereenvoudiging	Intern	Herstructurering databank	De herstructurering van de databank van vergoedbare specialiteiten.	Vertraging van de invoering van een systeem van gegevensuitwisseling met de farmaceutische firma's vanaf 1 april 2002. Bemoedigt de integratie in de databank met de administratieve gegevens	Activiteitsverslagen 2003	
Nieuwe opdrachten	Extern	Nieuwe opdrachten en activiteiten voor de Dienst voor het Beheer van de Farmaceutische Specialiteiten	Inning van de terugbetalingen/uitkeringen, up-to-dating van het referentie-terugbetalingssysteem en hernaam van de activiteiten van het kabinet inzake beheer en opvolging van de dossiers 'post-CTG'	Vertraging van de invoering van een systeem van gegevensuitwisseling met de farmaceutische firma's vanaf 1 april 2002. Bemoedigt de integratie in de databank met de administratieve gegevens	Activiteitsverslagen 2003 Bestuursplan 2003	

Annexe 3 – Bijlage 3

CATEGORIE		FACTOR	OMSCHRIJVING	GEVOLG OP UITVOERING BO	BRON	WERD BESTUURS- OVEREENKOMST AANGEPAST?
Informatisering en Administratieve Vereenvoudiging	Extern	Problemen rond veiligheid bij applicatie gegevensuitwisseling	Het probleem van de computerveiligheid.	Vertraging van de invoering van een systeem van gegevensuitwisseling met de farmaceutische firma's vanaf 1 april 2002.	Activiteitsverslagen 2003	
ART 9 - Farmanet						
Werking en beslissing van orgaan	Extern	Akkoord Geneesheren-ziekenfonds	Akkoord door Medicomut pas op 15 december 2003.	Vertraging bij publicatie op website voor vierde onderwerp (antibiotica), dat gelieerd is aan het akkoord Medicomut.	Verslag Algemeen beheerscomité 2004	
ART 10 - Herwaardering van de statistische en boekhoudkundige gegevens						
Werking en beslissing van overheids en andere instellingen	Extern	Oprichting IMA en Federaal kenniscentrum (programmawet 24-12-2002).	Herdefiniëren van de gegevensstromen.	Vertraging bij het opmaken van het verslag met de richtlijnen voor een herstructurering van de boekhoudkundige en statistische gegevens. Herdefiniëren van alle verbintenissen in deze doelstelling in overleg met het IMA.	Activiteitsverslagen 2003 Verslag Algemeen beheerscomité 2004	JA, opgenomen in wijzigingsclausule
Nieuwe opdrachten	Extern	De nieuwe opdrachten van de DGEC (Moderniseringswet, programmawet 24-12-2002).	De nieuwe DGEC heeft sterk de eisen inzake de bij het RIZIV nodige gegevens beïnvloed	Vertraging bij het opmaken van het verslag met de richtlijnen voor een herstructurering van de boekhoudkundige en statistische gegevens. Herdefiniëren van alle verbintenissen in deze doelstelling in overleg met het IMA.	Verslag Algemeen beheerscomité 2004	
Informatisering en Administratieve Vereenvoudiging	Intern	Ontwikkeling bij het RIZIV van een Datawarehouse	Herdefiniëren van de gegevensstromen.	Vertraging bij het opmaken van het verslag met de richtlijnen voor een herstructurering van de boekhoudkundige en statistische gegevens. Herdefiniëren van alle verbintenissen in deze doelstelling in overleg met het IMA.	Activiteitsverslagen 2003	
ART 14 - Gewestelijke invaliditeitscommissies						
Nieuwe opdrachten	Extern	Nieuwe opdrachten - DGEC	Inzake de uitvoering van de nieuwe opdrachten van de DGEC (Moderniseringswet, programmawet 24-12-2002).	Vertraging bij de uitvoering van alle verbintenissen van deze doelstelling.	Verslag Algemeen beheerscomité 2004	

Annexe 3 – Bijlage 3

CATEGORIE		FACTOR	OMSCHRIJVING	GEVOLG OP UITVOERING BO	BRON	WERD BESTUURS- OVEREENKOMST AANGEPAST?
Planning	Intern	Informatisering DGEC	Technische problemen bij de informatiesystemen van kwaliteitscontrole	Vertraging bij de ontwikkeling van een permanent evaluatiesysteem voor de invaliditeitsdossiers.	Verslag Algemeen beheerscomité 2004	
ART 15 – Herdefiniëring van de sector van de revalidatieovereenkomst						
Politieke beslissing	Extern	Concreet operationeel plan op vraag van de Minister in 2003. Gezondheidsdialogen en Audit	Voorstel ten gevolg van de Gezondheidsdialogen (ingericht door de Minister) Audit REVA op vraag van de Minister en in uitvoering door de Commissie Begrotingscontrole	Voorstellen ter zake al ingeschreven in het 1 ^{ste} rapport. De uitvoering van deze voorstellen vragen reglementeringaanpassing: het RIZIV wacht op de feed-back van het kabinet, o.a. op de conclusies van de Gezondheidsdialogen en van de audit in uitvoering.	Verslag Algemeen beheerscomité 2004	JA, opgenomen in wijzigingsclausule
ART 23 – Procedures: luik accreditering						
Nieuwe opdrachten	Extern	Nieuwe opdrachten – DGV (relaties met artsen en tandartsen)	Inzake de uitvoering van de nieuwe opdrachten de verkiezingen van de tandartsen, de organisatie van de uitbetaling van de beschikbaarheidhonoraria, enz.	Uitstel van project van administratieve vereenvoudiging van de accreditering : herprioritisering binnen het project rond de on-line registratie van de artsen bij de LOK en rond de bepaling van een realistische werkplanning.	Activiteitsverslagen 2003	
Informatisering en Administratieve Vereenvoudiging	Extern	Problemen rond veiligheid bij applicatie / Afhankelijkheden t.a.v. SmaIS-MvM	Problemen rond het beheer van de beveiliging voor persoonlijke gegevens. (login – password)	Uitstel van project van administratieve vereenvoudiging van de accreditering: herprioritisering binnen het project rond de on-line registratie van de artsen bij de LOK en rond de bepaling van een realistische werkplanning.	Activiteitsverslagen 2003	Voorstel goedgekeurd door Regeringscommissaris (PV van het Algemeen Beheerscomité van 2004)
Planning	Extern	Afhankelijkheid van externe actoren	Beheer van een complexe proces met tussenkomst van vele actoren (paritaire comités, directiegroep voor de accreditering, LOK-verantwoordelijken, ...)	Uitstel van project van administratieve vereenvoudiging van de accreditering: herprioritisering binnen het project rond de on-line registratie van de artsen bij de LOK en rond de bepaling van een realistische werkplanning.	Activiteitsverslagen 2003	

Annexe 3 – Bijlage 3

CATEGORIE		FACTOR	OMSCHRIJVING	GEVOLG OP UITVOERING BO	BRON	WERD BESTUURS- OVEREENKOMST AANGEPAST?
Planning / Informatisering	Intern	Informaticaproblemen	Eerste ervaring in de ontwikkeling van een complexe web-toepassing.	Uitstel van project van administratieve vereenvoudiging van de accreditering : herprioritisering binnen het project rond de on-line registratie van de artsen bij de LOK en rond de bepaling van een realistische werkplanning.	Activiteitsverslagen 2003	

Annexe 4 – Bijlage 4

Feit	J/N	Datum	Opmerkingen
------	-----	-------	-------------

Onderhandelingen & Goedkeuring Bestuursovereenkomst

Bilaterale vergadering met instelling			
Beslissing Ministerraad begrotingskader	J	7/12/01	
Beslissing Ministerraad Goedkeuring BO	J	21/12/2001	
KB bestuursovereenkomst	J	8/4/2002	
Publicatie KB bestuursovereenkomst	J	4/6/2002	

Opvolging en uitvoering van de Bestuursovereenkomst

Protocol			
Afsluiting Protocol tussen instelling en Regeringscommissarissen	J	24/9/2002	
Bestuursplannen.			
Goedkeuring Bestuursplan 2002 door BC	J	30/9/2002	
Goedkeuring Bestuursplan 2003 door BC	J	23/6/2003	

Overleg tussen RC en instelling			
Overleg tussen Regeringscommissarissen en Instelling over uitvoering BO 2002	J	28/2/2003	
Verslag van Overleg over uitvoering BO 2002	J	Niet gedateerd	Aan de Minister overgedragen op 1/4/2003
Overleg tussen Regeringscommissarissen en Instelling over uitvoering BO 2003	J	16/2/2003	
Verslag van Overleg over uitvoering BO 2003	J	Niet gedateerd	Aan de Minister overgedragen per e-mail + verslag van RC 19/2/2004

Rapportering over uitvoering door instelling (data voorlegging aan BC)			
Rapportering over uitvoering BO 2002	J	Feb 2003	
Rapportering over uitvoering BO 2003	J	Feb 2004	

Annexe 4 – Bijlage 4

Aanpassingen aan Bestuursvereenkomsten

Per aanpassing invullen

Aanpassingen BO – beheersbegroting			
Formele aanpassingen ¹			
Voorstel van aanpassing goedgekeurd door BC			
Voorstel van aanpassing goedgekeurd door RC's			
Bilaterale vergadering met instelling (met vertegenwoordigers van de Voogdijminister(s))			
Bilaterale vergadering met instelling (met vertegenwoordigers van de Minister van Begroting)			
Goedkeuring Aanpassing BO Voogdijminister			
Goedkeuring Aanpassing BO Ministerraad			
Publicatie Aanpassing BO Staatsblad	J		Datum te vragen aan cel voogdij

Aanpassingen BO - doelstellingen			
Formele aanpassingen			
Voorstel van aanpassing goedgekeurd door BC			
Voorstel van aanpassing goedgekeurd door RC's			
Bilaterale vergadering met instelling (met vertegenwoordigers van de Voogdijminister(s))			
Bilaterale vergadering met instelling (met vertegenwoordigers van de Minister van Begroting)			
Goedkeuring Aanpassing BO Voogdijminister	J	24/3/2003	
Goedkeuring Aanpassing BO Ministerraad			
Publicatie Aanpassing BO Staatsblad			

¹ Bij deze tabel worden vanuit procedureel oogpunt aanpassingen opgenomen die door de Voogdijminister en / of de Ministerraad goedgekeurd werden en/ of via een KB geformaliseerd werden. Deze aanpassingen kunnen betrekking op aanpassingen aan de middelen van de BO , aanpassingen van de taken en verbintenissen van de BO en aanpassingen aan zowel de middelen van de BO als van de taken en verbintenissen ervan.

Annexe 5 – Bijlage 5

in EUR

Aard van de uitgaven	2002				2003					2004
	Kredietvorming			Realisatie	Kredietvorming				Realisatie	Kredietvorming
	Initiële kredieten	Herverdelingen + aanpassingen	Laatst aangepaste begroting	****	Initiële kredieten	Overdrachten 2002	Herverdelingen + aanpassingen	Laatst aangepaste begroting (doc.2003/83 dd.24/10/2003)	***	Initiële kredieten (doc. 2003/89-05/12/2003) (1)
Personeel	59.494.446	-2.377.266	57.117.180	57.116.425	63.293.927	0	-817.890	62.476.037		66.051.342
Werking waarvan	28.420.992	1.717.198	30.138.190	29.333.112	30.690.354	383.311	-277.000	30.796.665		31.971.553
- Informatica										
+MVM (813.1)*	11.053.572	508.198	11.561.770	11.477.123	12.388.693	84.647	-600.000	11.873.340		13.502.111
- Belastingen** (836.9+841.3/843.2)*	126.549	0	126.549	227.798	130.117	0	0	130.117		162.000
Investerings waarvan	9.380.465	2.219.942	11.600.407	10.116.899	9.002.438	1.466.392	1.094.890	11.563.720		7.624.424
- Informatica (873.1)*	1.150.226	717.959	1.868.185	1.866.838	1.225.157	0	600.000	1.825.157		1.258.457
- Onroerende goederen (871.3,872.1/871.1)*	6.663.601	1.559.874 (2)	8.223.475	6.763.325	6.631.046	1.460.048	494.890	8.585.984		4.803.945
Totaal beheersbegroting	97.295.903	1.559.874	98.855.777	96.566.436	102.986.719	1.849.703	0	104.836.422		105.647.319

* Rubriek(en) van het boekhoudplan van de instellingen van openbaar nut van de sociale zekerheid:

** Niet genormeerd krediet

*** nog niet beschikbaar

**** uit begrotingsdoc. 2004

(1) via mailbericht : nieuwe opdrachten= 900.000 informatica geeft een tot. verhoging van + 123.307 euro.

(2) overdracht voorzien in bestuursovereenkomst 2002-2004, alleen vervroegd ingeschreven.